

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 22/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

HOWA TRAMICO

BP 117
27800 Brionne

Références : UBDEO.ERA.25.12.403.SB
Code AIOT : 0005800295

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/12/2025 dans l'établissement HOWA TRAMICO implanté Route d'Authou 27800 Brionne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HOWA TRAMICO
- Route d'Authou 27800 Brionne
- Code AIOT : 0005800295
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Le site HOWA TRAMICO à Brionne exerce des activités de production et de transformation de

produits à base de mousse polyuréthane, principalement destinés à l'automobile.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN25 PFAS mousses

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	PFAS dans les extincteurs	Règlement européen du 02/10/2025, article Annexe du règlement européen 2025/1988	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Rejets atmosphériques - VLE des concentrations	AP Complémentaire du 05/08/2025, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
5	Rejets atmosphériques - VLE des flux de polluants rejetés	AP Complémentaire du 05/08/2025, article 6	Demande d'action corrective	4 mois
6	Rejets atmosphériques - autosurveillance	AP Complémentaire du 05/08/2025, article 7	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Bilan de conformité à l'AM du 04 novembre 2024	AP Complémentaire du 05/08/2025, article 2	Sans objet
3	Rejets atmosphériques - conditions générales de rejet	AP Complémentaire du 05/08/2025, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le rapport de mesures des rejets atmosphériques de l'exploitant en date du 10 avril 2025 fait état de non-conformités. L'exploitant est tenu de les résoudre et de réaliser de nouvelles mesures dans un délai de 4 mois.

L'exploitant indique également disposer d'extincteurs contenant des substances PFAS sans pouvoir en préciser la nature. Il est tenu de remettre les informations nécessaires à l'inspection dans un délai de 1 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PFAS dans les extincteurs

Référence réglementaire : Règlement européen du 02/10/2025, article Annexe du règlement européen 2025/1988
Thème(s) : Risques chroniques, PFAS
Prescription contrôlée : 1. Ne peuvent être mises sur le marché ou utilisées à partir du 23 octobre 2030 dans les mousses anti-incendie à une concentration égale ou supérieure à 1 mg/L pour la somme de toutes les PFAS. [..] 6. Par dérogation au paragraphe 1, les PFAS peuvent être utilisés dans les mousses anti-incendie à une concentration égale ou supérieure à 1 mg/L pour la somme de tous les PFAS: [..] b) jusqu'au 31 décembre 2030 dans les extincteurs portatifs ; [..] 11. Aux fins de la présente entrée, on entend par: a) "extincteur portatif" un extincteur conçu pour être porté et actionné à la main et dont le poids en état de marche ne dépasse pas 20 kg, conformément à la norme EN3-7; un extincteur mobile n'excédant pas 150 litres, conformément à la norme EN-1866; et un générateur d'aérosol portatif à fonction extinctrice conforme à la norme EN-16856 ;
Constats : L'exploitant indique que son système de sprinklage utilise uniquement de l'eau. L'exploitant indique disposer de 27 extincteurs avec des additifs dont : <ul style="list-style-type: none">• 9 sans fluor (achetés en 2023 et 2024) ;• 4 avec fluor qui seront remplacés avant le 31 décembre 2025 ;• 3 avec fluor qui le seront en 2026 ;• 11 avec fluor qui doivent l'être avant 2030 et qui seront remplacés en 2027 (1 extincteur), 2028 (3), 2029 (5) et 2030 (2). Afin de confirmer les échéances, l'exploitant n'a pas été en mesure de préciser la nature des PFAS présents dans ses extincteurs, si ce n'est qu'ils ne contiennent pas de PFAS d'ancienne génération type C8 (dont PFOS et PFOA) qui avaient déjà été remplacés par des PFAS à chaîne plus courte du type C6 avant d'être complètement supprimés selon le planning précédemment détaillé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est tenu de présenter sa liste des extincteurs à remplacer, les FDS des agents extincteurs et les éventuelles attestations de son fournisseur dans un délai de 1 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Bilan de conformité à l'AM du 04 novembre 2024

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/08/2025, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Bilan de conformité
Prescription contrôlée : [...] <p>Avant le 31 décembre 2025, l'exploitant réalise une étude de conformité et, le cas échéant, propose un plan d'actions à l'inspection des installations classées, au regard de l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations du secteur de la chimie relevant du régime de l'autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : 3410 à 3460, ou 3710 lorsque la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de l'une au moins des rubriques 3410 à 3460.</p>
Constats : L'exploitant a remis son bilan de conformité par courriel du 13 décembre 2025. Ce bilan fait état de 41 non-conformités pour lesquelles l'exploitant a présenté un plan d'actions qui arrivera à échéance à fin 2026, sauf pour la non-conformité à l'article 2.4.I.i qu'il résoudra avant mars 2027. La non-conformité à l'article 1.3.III est notée comme sans action corrective. L'exploitant indique qu'il ne comprend pas les conclusions de son prestataire et va échanger de nouveau avec lui pour proposer une levée de la non-conformité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La demande de l'APC portait sur la remise du bilan de conformité associé, le cas échéant, à un plan d'actions, chose faite par l'exploitant. Concernant les échéances du plan d'actions, il est demandé à l'exploitant de les mettre en cohérence avec les échéances de l'arrêté ministériel du 04 novembre 2024 et de lever toutes les non-conformités avant la fin d'année 2026 et dans un délai suffisant pour permettre la finalisation de l'instruction de son dossier de réexamen au BREF WGC (meilleures techniques applicables au secteur de systèmes communs de gestion et de traitement des gaz résiduels de l'industrie chimique) avant la fin d'année 2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rejets atmosphériques - conditions générales de rejet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/08/2025, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
[...]	[...]	[...]	[...]	[...]
Conduite N° 10	5	0,3	4000	5

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Constats :

L'exploitant a remis le rapport de mesures des rejets atmosphériques en date du 10 avril 2025. Concernant le nouveau conduit n°10, il fait état d'une vitesse d'éjection de 8,6 m/s, soit supérieure à la valeur limite réglementaire.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rejets atmosphériques - VLE des concentrations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/08/2025, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée dans le tableau ci-dessous :

Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Conduit mousserie (n°1 ou n°2 ou n°3 ou n°4 ou n°5 ou n°6 ou n°7 ou n°8 ou n°9 ou n°10)
Concentration en O ₂ de référence	3,00 %
Poussières (PM10)	25

SO ₂	/
NO _x en équivalent NO ₂	/
COVNM exprimé en carbone total par m ³	110
TDI *	20
MDI	4
Amines*	20

* : pour conduit n° 8, valeur limite en concentration TDI+amines = 20 mg/Nm³ car flux total TDI+amines (visés à Annexe III de l'AM du 2 février 1998) > 0,1 kg/h

Constats :

L'exploitant a remis le rapport de mesures des rejets atmosphériques en date du 10 avril 2025.

Concernant le nouveau conduit n°10, il fait état de valeurs conformes à son APC. Toutefois, la VLE des poussières (PM10) est indiquée en mg et non en mg/Nm³.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est tenu de vérifier l'unité des concentrations en poussières avec son prestataire ayant réalisé les mesures et le rapport associé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 4 mois

N° 5 : Rejets atmosphériques - VLE des flux de polluants rejetés

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/08/2025, article 6

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

On entend par flux de polluant, la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

	[...]	Conduit N° 10					
Flux	[...]	kg/h	kg/j	kg/h	kg/j	kg/h	kg/j
Poussières (PM10)	[...]	0,27	1	0,003	0,01	/	/
COVNM exprimé en carbone total par m ³	[...]	1,21	4,2	0,62	2,2	0,65	2,3
TDI	[...]	0,034	0,12	0,005	0,02	/	/
MDI	[...]	/	/	/	/	/	/
Amines	[...]	1,005	3,5	0,045	0,16	0,05	0,18

	F l u x journalier mousserie 1 (kg/j)	F l u x journalier mousserie 2 (kg/j)	F l u x journalier Finition TRAMIVEX (kg/j)	Flux annuel mousserie 1 (kg/an)	Flux annuel mousserie 2 (kg/an)	Flux annuel Finition TRAMIVEX (kg/an)
TDI	0,29	0,14	/	13,6	26	/
Amines	/	3,7	0,18	/	696	40
COVNM	8	6,5	2,3	375	1222	504

MDI	0,29	/	/	13,6	/	/

Constats :

L'exploitant a remis le rapport de mesures des rejets atmosphériques en date du 10 avril 2025. Concernant le nouveau conduit n°10, il fait état de valeurs conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral applicable, si ce n'est pour les substances dites TDI et MDI pour lesquelles de faibles traces sont présentes, alors que ces substances sont indiquées absentes dans le permis d'exploiter.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est tenu de se mettre en conformité avec l'article 6 de son APC et de réaliser une nouvelle mesure des rejets atmosphériques dans un délai de 4 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 6 : Rejets atmosphériques - autosurveillance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/08/2025, article 7

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Paramètre	Fréquence	Enregistrement (oui ou non)
Débit, température, pression et teneur en vapeur d'eau	1 x par an	oui
O ₂	1 x par an	oui
Poussières	1 x par an (sur mousserie 2 uniquement)	oui
COVNM exprimé en carbone	1 x par an	oui

totalpar m ³		
TDI	1 x par an	oui
MDI	1 x par an (uniquement sur points de rejet n° 1 à 7)	oui
Amines	1 x par an ((uniquement sur points de rejet n° 8, 9 et 10)	oui

Constats :

L'exploitant a remis le rapport de mesures des rejets atmosphériques en date du 10 avril 2025.

Concernant le nouveau conduit n°10, aucun contrôle de pression n'a été réalisé.

L'inspection note que la lecture du document est assez difficile avec des données réparties dans différents tableaux à différents endroits du rapport. L'exploitant indique qu'il demandera à son prestataire de réviser la forme de son document pour le rendre plus compréhensible.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est tenu de se mettre en conformité avec l'article 7 de son APC et de réaliser une nouvelle mesure des rejets atmosphériques dans un délai de 4 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois